



SECTION
DU
VAR

Le déficit continue à se creuser : 907,2 postes vacants à l'issue du mouvement du 01 septembre 2016

Monsieur Le Président,

En recourant une nouvelle fois au 49.3, arme constitutionnelle, le Premier Ministre et le Président de la République effectuent un passage en force final sur un projet de loi ultra minoritaire.

Pour **FORCE OUVRIERE**, cela constitue de nouveau un véritable déni de démocratie.

Jusqu'au bout, des propositions ont été faites pour une sortie par le haut, de tous, d'un conflit qui dure depuis 4 mois.

En lieu et place du débat, le Président de la République et le Premier Ministre, qui autrefois dans l'opposition fustigeaient le recours au 49.3, préfèrent aujourd'hui, en étant au pouvoir, l'autoritarisme et le passage en force. L'autoritarisme est la face visible de l'impuissance.

Pour **FORCE OUVRIERE**, le combat contre ce projet de loi continue.

Dans notre ministère, quatre jours auront suffi pour connaître la signification de la phrase, prononcée par le président de séance, sur la situation de l'emploi : « *une baisse significative des suppressions d'emplois sera inscrite dans le projet de Loi de Finances 2017* ».

Le verdict est tombé : **1 512 suppressions en 2017**

Ces suppressions viennent se cumuler aux plus de 30 000, subies sans interruption depuis 2002 et représentent rien de moins que 60 % de l'ensemble de celles de la Fonction Publique de l'État !

Les boucs émissaires des Finances en ont ras le bol !

Le gouvernement justifie une décélération de la tendance observée ces dernières années, du fait principalement de la mise en œuvre du prélèvement à la source et des mesures pour lutter contre le terrorisme.

Au vu de la situation actuelle dans les services et de ces contraintes nouvelles, le seul objectif viable serait au minimum un moratoire sur les emplois.



SECTION



VAR

Dans une période où les missions économiques et fiscales exigent de plus en plus de technicité et de professionnalisme, les ministres Sapin et Macron persistent dans une politique de l'emploi où les différentes restructurations en cours ont pour but, non pas une exigeante amélioration du service public économique et financier mais une simple adaptation à une politique budgétaire d'austérité sans issue.

Cette politique crée une situation de plus en plus anxiogène pour les agents dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, comme le révèlent depuis plusieurs années les rapports des acteurs de prévention.

À la **DGFIP**, la surdité de la Direction Générale n'est pas moindre. Prenant exemple sur le Premier ministre, le Directeur Général n'h siste pas à passer en force en érigeant, fin mai, en « lignes directrices » les pistes de réflexion présentées en groupe de travail. Pourtant, les discussions avec les organisations syndicales sont en cours...

Alors qu'il exhorte à travers cet écrit l'ensemble des personnels à la résignation et à l'adaptation permanente à des moyens en constante diminution, que dans le même temps, il lance des expérimentations de « back office » dans le secteur public local préfigurant à terme la disparition du comptable public dans le SPL et la transformation des postes comptables en coquilles vides, il affirme vouloir au contraire améliorer la qualité du service rendu et les conditions de travail des personnels.

Ces lignes directrices amènent deux mots dans nos esprits : provocation et renoncement.

Provocation parce que ce document est sorti alors que la situation du réseau de la DGFIP et le désarroi des collègues n'a jamais été aussi catastrophique.

Renoncement, parce que c'est le titre que la lecture de cette prose nous a inspiré en lieu et place de « lignes directrices de la DGFIP ».

O  se trouve l'ambition pour nos services, le développement de nos missions et la valorisation de nos savoir-faire ?

Le Directeur général a écrit : « il faut donc sans relâche rechercher la façon de gagner en productivité ».

Cette dernière phrase en dit à elle seule plus que tout le reste.

Il avoue avoir renoncé à tenter d'obtenir des moyens humains et budgétaires pour assurer l'ensemble des missions.

Rechercher des gains de productivité, pour pouvoir continuer vaille que vaille à fonctionner, nous sommes certains que la DG s'y emploie quasiment à plein temps...



SECTION



VAR

Les personnels et leurs représentants attendent, au contraire, que le DG aille chercher les moyens d'offrir à nos concitoyens, y compris les plus fragiles et les plus démunis, la qualité de service qu'ils sont en droit d'attendre, pas que le DG nous invite à accepter, à nous résigner, à devoir faire toujours mieux avec toujours moins.

Le directeur général veut-il pousser les agents, lassés de devoir perpétuellement s'adapter à de nouvelles contraintes, à en arriver au renoncement qu'il prône dans ses « lignes directrices » ?

Force Ouvrière reste attaché à un service public de proximité et cela ne peut passer que par la création d'emplois.

Pourtant les statistiques du projet de mouvement général sont loin de nous rassurer. Vous affichez un déficit de 647,2 contrôleurs pour les administratifs, si nous ajoutons à ce chiffre les 1 004 suppressions d'emplois entre 2015 et 2016, nous arrivons à un déficit global de 1 651,2 soit un déficit supplémentaire de 312 cadres B par rapport à l'an dernier.

Dans le Var, plus de 7 postes restent non pourvus et 3 rapprochements externes n'ont pas été satisfaits. Le cumul avec les 34 postes vacants de catégorie C ne peut que provoquer un découragement profond de l'ensemble des acteurs varois.

F.O.-DGFIP rappelle son attachement à des règles de gestion qui profitent à tous les agents, à savoir :

- une affectation la plus fine possible,
- 2 véritables mouvements par an ainsi qu'un mouvement spécifique sur poste,
- le classement des demandes prioritaires à l'ancienneté du fait générateur,

F.O.-DGFIP exige que tous les postes vacants soient pourvus dès lors qu'ils sont sollicités par un agent.

F.O.-DGFIP exige l'appel de la totalité des listes complémentaires afin de combler partiellement le déficit chronique du nombre d'agents.

Vos élus : Titulaires : Anne Maurice, Philippe Bernard
Suppléantes : Jocelyne Francisque, Margaret Lovera
Experts : Sophie Degeilh, François Caruso

FO premier syndicat dans la fonction publique d'Etat

Permanente Anne MAURICE Secrétaire Départementale : Sophie DEGEILH

Local syndical DDFiP Place Besagne bureau 104

Tél : 04 94 03 82 90 Port : 06 88 37 36 97

fo.ddfip83@dgifp.finances.gouv.fr

FO DGFIP, LE SYNDICAT LIBRE ET INDÉPENDANT.